

l'immigration et des migrants. La défiance envers les institutions, la classe politique et les partis se généralise, à quelques exceptions près, tandis que les populistes progressent.

Un fossé s'est creusé entre une gauche réformiste et une gauche radicale. Or, quelle que soit la stratégie choisie, ces partis n'arrivent pas à conquérir le pouvoir. Benoît Hamon avait un programme très à gauche, et ses électeurs ont préféré voter Emmanuel Macron ou Jean-Luc Mélenchon. Jeremy Corbyn a déployé un programme

“  
L'OPPOSITION ENTRE GAUCHE ET DROITE  
N'À PAS VRAIMENT DISPARU  
”

classiquement de gauche qui lui a permis de progresser nettement par rapport à 2015 et d'imposer pour longtemps sa présence à la tête de son parti mais pas de battre Theresa May. Pedro Sanchez a reconquis le PSOE en effectuant un tournant à gauche et en prônant une alliance avec Podemos qui risque de profiter surtout à ce dernier. De leur côté, le SPD allemand et le PD italien continuent d'explorer une politique social-libérale avec un peu plus de mesures sociales, et écologiques dans le cas allemand, mais sans grande réussite. En outre, en Espagne, en Grèce, en France, aux Pays-Bas ou en Belgique, un processus de radicalisation se développe à gauche des partis réformistes.

Pour le moment, la social-démocratie n'a pas trouvé de solution. D'autant qu'un changement de paradigme s'opère. L'opposition entre gauche et droite n'a pas vraiment disparu, notamment sur les questions de société. Néanmoins elle ne structure plus avec la même vigueur

que par le passé les comportements et les cultures politiques. Elle s'enchevêtre avec d'autres clivages entre pro-européens et adversaires de l'Europe, entre adeptes de la société ouverte et partisans de la société fermée. Pour la gauche, il est urgent de procéder à un bilan de ses politiques passées, de repenser son projet, de se rénover en profondeur, de transformer sa façon de faire de la politique et de renouer un contact avec des sociétés bousculées par de profondes mutations. Si c'est encore possible. Faute de quoi la gauche social-démocrate pourrait disparaître comme ont sombré les partis communistes. Cela marquerait une rupture anthropologique dans l'histoire de l'Europe.



**> AUTEUR**  
Marc Lazar est professeur des universités en histoire et sociologie politique à Sciences Po et depuis 2000 directeur du Centre d'histoire de Sciences Po. Il dirige notamment le Groupe de recherches pluridisciplinaires sur l'Italie contemporaine (GREPIC) au CERI.

“  
UN FOSSÉ S'EST  
CREUSÉ ENTRE  
UNE GAUCHE  
RÉFORMISTE ET  
UNE GAUCHE  
RADICALE.  
”



Le passé et le présent de la famille socialiste européenne (PSE). Discussion durant une pré-rencontre de Conseil européen, le 29 avril 2017 entre l'actuel Premier ministre portugais Antonio Costa et le désormais ancien Président français, François Hollande

## SE RÉINVENTER OU DISPARAÎTRE

Par Pascal Dewilt

Jamais, la social-démocratie n'a été aussi faible en temps de paix depuis l'instauration du suffrage universel. Aujourd'hui, les partis socialistes sont confrontés à un affaissement de statut voire, parfois, à la marginalité. Sans un retour à des fondamentaux à la lumière de la réalité du début de XXI<sup>e</sup> siècle, la famille socialiste paraît vouée à la disparition.

## COUVERTURE SPÉCIALE

**D**ans l'histoire de chaque famille politique européenne, il y a régulièrement des hauts et des bas politiques et électoraux. Au pain noir succède le pain blanc, et inversement. A regarder les indicateurs électoraux et politiques contemporains de la famille socialiste, d'aucuns pourraient soutenir la thèse de la « mauvaise passe » avant un vraisemblable rebond.

Mon analyse n'est pas celle-là. Les performances électorales et politiques de la social-démocratie européennes n'ont jamais été aussi mauvaises en temps de paix. Plusieurs partis ont atteint une insignifiance presque totale : 6,3% en Grèce ; 6,6% en Irlande ; 5,7% en Islande ; 5,7% aux Pays-Bas ; 7,6% en Pologne ; 7,4% en France. Pourtant, ces résultats catastrophiques ne sont que la pointe de l'iceberg. Dans nombre d'états, les partis sociaux-démocrates ont obtenu, lors des derniers scrutins, leur plus mauvais résultat depuis la deuxième guerre mondiale (Autriche, Belgique néerlandophone, Chypre, Espagne, Finlande, Luxembourg, Suède et Suisse). En vérité, cette situation n'est jamais que la traduction d'une grave crise d'identité que tranche sans ménagement le corps électoral susceptible de voter pour une formation

socialiste. En vrai, les questions peuvent être posées de manière abruptes : qui veut encore voter socialiste et pour quelle raison ? Pendant trois quart de siècle, les partis sociaux-démocrates

lecture de gauche de l'approche keynésienne en économie. Or, depuis trente ans, les mutations économiques, géopolitiques et idéologiques les frappent durement. L'État social subit des coups de butoir importants

mutations permanentes de la division internationale du travail.

Dans ce contexte, la plupart des partis sociaux-démocrates se sont d'abord arc-boutés sur la défense des acquis sociaux avant d'avoir régulièrement accompagné le processus de libéralisation de l'économie et de déstructuration des droits sociaux. Globalement, les partis socialistes n'ont présenté aucun cheminement alternatif. Même à la fin des années quatre-vingt-dix, lorsque le rapport des forces à l'échelle européenne leur fut plus favorable, le bilan fut maigre. A l'aune de cette brève présentation, nulle surprise à la situation contemporaine.

Schématiquement, les partis et la famille socialistes sont face à une alternative. Ils peuvent devenir une famille de partis libéraux sur le plan économique et à gauche sur les questions de société, une forme de libéralisme libertaire. Outre qu'on ne voit pas trop la filiation avec l'identité historique du socialisme, on ne voit guère plus ce que ces partis sociaux-démocrates new look auraient de plus à offrir à l'électorat que ce que ne présentent déjà d'autres partis libéraux, des partis verts ou des partis centristes de l'acabit de La Nouvelle République en marche en France. On voit encore moins comment les partis

socials-démocrates pourraient pérenniser un vote substantiel en leur faveur sur cette ligne.

L'autre pan de l'alternative est de repenser les fondamentaux socialistes à la lumière de la

revaloriser le politique et l'action publique face à la dénégation des vertus de la régulation ?

Ces questions sont complexes. Elles le sont d'autant plus que le cadre d'action optimal pour

supranationale. Les difficultés sont bien réelles. Pour sa survie, la famille sociale-démocrate se doit néanmoins de les aborder de front. Sans une application revisitée de leurs fondamentaux, il y a peu à parier que les partis sociaux-démocrates puissent faire valoir une quelconque valeur ajoutée dans les systèmes politiques nationaux et à l'échelle de l'Union européenne. Les segments importants de leur base électorale – potentielle – poursuivront les réorientations de leurs comportements politiques contemporains. D'abord et avant tout s'abstenir, mais aussi voter pour la droite ou la gauche radicale, ou opter pour des formations vaguement libertaires ou centristes.

“

**LES PARTIS ET LA FAMILLE SOCIALISTES SONT FACE À UNE ALTERNATIVE. ILS PEUVENT DEVENIR UNE FAMILLE DE PARTIS LIBÉRAUX SUR LE PLAN ÉCONOMIQUE ET À GAUCHE SUR LES QUESTIONS DE SOCIÉTÉ, UNE FORME DE LIBÉRALISME LIBERTAIRE.**

”

ont été les principaux acteurs de la défense des droits et des revendications des classes populaires salariées, au premier rang desquelles le monde ouvrier. A ce titre, nous le savons, ils ont été les protagonistes essentiels de l'édification d'un État social moderne et de la régulation publique dans une

dans nombre de nations. La régulation dans l'économie recule ou est utilisée à des fins anti-keynésiennes, comme l'illustrent les « règles d'or » de l'Union européenne. Dans cette séquence, la base sociale des partis sociaux-démocrates est très durement affectée et subit, en parallèle, de plein fouet les

“

**L'AUTRE PAN DE L'ALTERNATIVE EST DE REPENSER LES FONDAMENTAUX SOCIALISTES À LA LUMIÈRE DE LA RÉALITÉ DU DÉBUT DE XXIÈME SIÈCLE.**

”

réalité du début de XXIe siècle. Comment défendre les classes populaires et moyennes dans un contexte de capitalisme largement débridé ? Comment assurer et mettre en œuvre un réformisme social promoteur de certaines formes d'égalité alors que s'accroissent, au contraire, les inégalités ? Comment

l'action socialiste fut le cadre stato-national démocratique. Il lui permettait une intervention d'essence institutionnelle – au Parlement et dans l'exercice des responsabilités – et extra-institutionnelle, à travers l'action syndicale notamment. Or, aujourd'hui, l'action politique est aussi et parfois d'abord



**> AUTEUR**  
Pascal Delwit est professeur de Sciences politiques, Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB)